Projet de déversement d'eaux d'égout brutes par la Ville de Montréal

Dossier de

de /> la rédaction de H2o October 2015

Le gouvernement donne pour mandat à un groupe scientifique indépendant

Leona Aglukkaq, ministre de l'Environnement, ministre de l'Agence canadienne de développement économique du Nord et ministre du Conseil de l'Arctique a annoncé la mise sur pied d'un groupe formé de trois experts scientifiques indépendants en vue de procéder à un examen du plan de la Ville de Montréal qui consiste à déverser huit milliards de litres d'eaux d'égout brutes dans le fleuve Saint-Laurent.

À la suite de son examen des renseignements communiqués par la Ville, Environnement Canada a déterminé que les répercussions sur l'environnement du rejet projeté risquent d'être importantes. De plus, la Ville de Montréal n'a pas fait d'études sur les répercussions possibles de ce déversement prévu d'environ huit milliards de litres d'eaux usées non traitées en particulier. Les données étant limitées, le ministà re ne peut pas confirmer si les eaux usées non traitées qui doivent être rejetées auront un degré de toxicité aigu.

Tenant compte de ces enjeux, des vives préoccupations du public et de la nécessité d'avoir en main une analyse scientifique rigoureuse et exhaustive pour ce projet, la ministre Aglukkaq a donné pour mandat à un groupe de trois experts scientifiques indépendants d'examiner le projet. Ce groupe sera formé de trois experts de renom dans leur domaine : Robert Hausler (Ph. D.), professeur au d©partement de g©nie de la construction de l'‰cole de technologie sup©rieure (ETS), Viviane Yargeau (Ph. D.), professeure agrégée et ingénieure au département de génie chimique de l'Université McGill, Daniel G. Cyr (Ph. D.), professeur Ã l'INRS-Institut Armand-Frappier (Université du Québec). Ce groupe examinera des questions notamment en vue de dA©terminer s'il existe d'autres mesures techniquement faisables que la Ville de Montréal pourrait prendre pour atténuer les effets du rejet prévu; il analysera les risques environnementaux des rejets prévus et non prévus et déterminera si d'autres paramÃ"tres doivent Ãatre pris en compte dans la surveillance de la qualité de l'eau prévue par la Ville. Dans le cadre de leurs travaux, les membres du groupe examineront les renseignements disponibles auprÃ"s de la Ville, de la province et d'autres experts scientifiques et techniques du domaine.

La restriction au projet de la Ville de Montréal décidée le 16 octobre sera en vigueur jusqu'au 2 novembre 2015, dans l'attente des résultats de l'examen du groupe scientifique indépendant. Une fois que les constatations de l'examen indépendant auront été soumises à Environnement Canada, le gouvernement du Canada rendra publique toute autre mesure qu'il entend prendre.

importantes du Canada : il constitue l'habitat de plusieurs espà ces de baleines et de poissons et il fournit de l'eau potable à des millions de Canadiens. En vertu du paragraphe 36(3) de la Loi sur les pà ches, il est interdit de rejeter une substance nocive [...] dans des eaux oà vivent des poissons.

Environnement Canada - 18-10-2015